



Campagne Glyphosate
Pour une agriculture SANS PESTICIDE
Réunion

Le 24 octobre 2019

Monsieur le Président de la République,

Vous venez de déclarer à Mayotte :

« LA FRANCE C'EST LA SANTÉ ».

N'aurait-il pas été plus juste d'affirmer :

« LA FRANCE C'EST LA SÉCURITÉ SOCIALE »

qui consacre chaque année dans son budget 150 à 200 milliards d'euros de soins et de médicaments pour **LA MALADIE**...

Car nous, citoyens réunionnais, nous découvrons ce jour que :

« NOUS SOMMES TOUS GLYPHOPOSITIFS (1) À LA RÉUNION COMME EN MÉTROPOLE », information qui vient de nous parvenir du laboratoire qui a effectué les mesures du taux de glyphosate dans les premiers prélèvements réalisés à La Réunion, « glyphotests » qui se sont révélés 100% positifs.

OASIS RÉUNION est un rassemblement de consommateurs éco-responsables (économiquement et écologiquement responsables) comptant déjà plus de 25 000 citoyens signataires de son Manifeste pour l'instauration sur l'île d'une Agriculture **100% biologique, locale et paysanne**, seule véritable alternative à l'utilisation des **pesticides** en général, et du **glyphosate** en particulier.

Ce collectif a décidé de vous poser des questions très déterminantes pour l'avenir de l'île, dont **deux questions principales précédemment posées à votre Ministre de l'Agriculture** par LRAR en date du 03/09/2019 dont copie ci-jointe (2) pour l'instant sans réponse, qui peuvent être considérées comme **VITALES**, et ce particulièrement dans le contexte sociétal de La Réunion en grande difficulté, comme vous pouvez le constater en ce moment, à l'occasion de votre visite :

- sur le plan social avec un taux de chômage dépassant les 20% chez les adultes et 40% chez les jeunes,

- sur le plan sanitaire avec - en plus des maladies chroniques et dégénératives « habituelles » en forte progression, dont des cancers à tous âges et Alzheimer de plus en plus jeune - un taux de personnes en surpoids voire obèses dépassant les 40% ; idem pour le taux des pré-diabétiques et diabétiques,

- sur le plan environnemental avec un taux de pollution de l'eau aux nitrates et aux pesticides très élevé, et une atteinte à la biodiversité de l'île, pourtant une des plus belles de la Planète, dépassant les 30%.

DEUX QUESTIONS PRINCIPALES ET VITALES :

► LA 1ÈRE QUESTION concerne LES 15% DE SAU (Surface Agricole Utile) ET LES 20% DE RESTAURATION COLLECTIVE EN BIO

Est-ce que très concrètement, avec des moyens financiers et techniques appropriés à énoncer aussi précisément que possible pour les crédibiliser, vous pouvez annoncer aux Réunionnaises et Réunionnais en grave perte de confiance, **qu'ils vont bien pouvoir bénéficier eux aussi de ces pourcentages issus des dispositions de la Loi dite ÉGALIM N° 2018-938** du 30/10/2018 (promulguée le 01/11/2018) fixant :

- à 15% de la Surface Agricole Utile (SAU) le pourcentage de l'Agriculture Biologique certifiée au 31/12/2022, **comblant ainsi d'une manière politiquement très volontaire le retard considérable existant sur l'île** - son pourcentage actuel n'étant que de 2,5% à la fin 2018, représentant 1 270 hectares cultivés en bio par 306 agriculteurs, dans toutes les filières. (à noter qu'il n'y a toujours qu'un seul technicien agricole bio à la Chambre d'Agriculture)

- à 20% au 01/01/2022 le pourcentage en produits bio certifiés ou en conversion servis dans la restauration collective publique (qui concerne : les établissements scolaires primaires et secondaires, les restaurants universitaires (CROUS), les hôpitaux, les établissements pénitentiaires, les établissements de retraite, etc.) soit environ 200 000 repas fournis chaque jour, ce qui équivaldrait à 40 000 repas bio par jour, en sachant que le pourcentage actuel à La Réunion ne représente qu'à peine 1% de bio en restauration collective, au très grand regret des habitants concernés.

Au passage, Monsieur le Président, **à défaut de disposer déjà de produits biologiques**, ne pourrait-il pas être fait dès maintenant un effort, au moins, pour que nos enfants ne mangent plus, dans leurs écoles, des produits alimentaires issus d'**animaux nourris avec des OGM** ? (pour mémoire : en France et en l'occurrence à La Réunion, 9 animaux d'élevage sur 10 sont nourris en partie

avec des OGM, les 10% d'animaux restants étant issus de l'élevage biologique ou de certains Labels Rouges).

Pour votre information : une campagne auprès de la Commission des pétitions de l'Union européenne est en cours au niveau national, pour obtenir un étiquetage obligatoire avec la mention « issu d'animaux nourris aux OGM » (donc, ayant ingéré des pesticides) à faire figurer, par souci de transparence, sur tous les produits issus d'animaux nourris avec des OGM.

► LA 2ÈME QUESTION concerne l'INTERDICTION DU GLYPHOSATE

Monsieur le Président, vous avez déclaré solennellement lors du débat très fortement médiatisé en France, comme dans toute l'Union européenne, sur le renouvellement de l'autorisation de la molécule « glyphosate » dans les pesticides aussi nommés par euphémisme produits « phytosanitaires » ou « phytopharmaceutiques », **que la France ramènerait à trois ans cette période de renouvellement**, soit au plus tard jusqu'au 1er janvier 2021.

Après avoir, pour de très bonnes raisons, sanitaires comme environnementales, interdit cette molécule dénoncée comme « cancérigène probable » (c'est-à-dire « certain » !) par le CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer) agence de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) ce qui aurait dû entraîner son retrait de toute urgence ne serait-ce qu'en application du **principe de précaution** (figurant dans notre Constitution) :

- le 1er janvier 2017 dans tous les espaces publics

- le 1er janvier 2019 dans les espaces des particuliers (interdiction d'achat, stockage, et utilisation, avec en cas de non respect une peine de prison de 6 mois et une amende de 150 000 euro)

allez-vous respecter votre engagement personnel et **l'interdire pour un usage agricole** ? en sachant que tout le monde est « glyphopositif » en métropole comme à La Réunion, ce qui préoccupe beaucoup l'ensemble de vos concitoyens ici, déjà victimes d'un taux de chômage de plus du double de la métropole, et de 40% de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Le flou actuel sur le devenir de votre engagement sur un produit aussi dangereux, puisqu'il est déjà interdit dans deux de ses trois secteurs d'utilisation, génère, comme vous pouvez le constater et certainement le regretter, **un conflit grandissant entre agriculteurs et consommateurs** (surtout riverains des champs traités, répondant avec l'argument « santé » à l'argument « rentabilité ») qui pourrait **s'aggraver dramatiquement** si vous ne vous prononcez pas très prochainement.

Votre réponse à ces deux questions va traduire, bien plus que tous les beaux et grands discours, **votre réelle volonté politique** - que nous ne mettons pas en doute présentement - d'accomplir à La Réunion **un véritable effort d'égalité et de justice** au sein de la communauté nationale sur une **question primordiale** (au sens fort de « ce qui vient en premier ») : **l'agro-alimentaire**, car nous mangeons tous, tous les jours, plusieurs fois par jour, par besoin d'énergie, mais aussi **pour se régénérer et se maintenir en bonne santé**.

Ni les maladies, ni les crises sociales, économiques, environnementales, ne sont des **fatalités** ! Elles ont des causes, que nous dénonçons clairement, et des solutions, que nous proposons instamment.

Pour illustrer cette importance reconnue de longue date, rajoutons ici quelques dictons bien connus, depuis le « Que ton aliment soit ton unique médicament » jusqu'à « Nous sommes ce que nous mangeons » en passant par « La santé n'a pas de prix » ou « Un esprit sain dans un corps sain » qui évoquent le caractère « vital » de notre Agriculture ainsi que de l'Alimentation saine et durable qui doit en découler, en adéquation avec nos besoins. Le moment est venu d'arrêter avec autant de souffrances et de morts inutiles.

Pour être tout à fait franc avec vous : n'avez-vous pas dit lors de votre campagne électorale présidentielle qu' « **il [fallait] toujours tenir le langage de la vérité** » en même temps que vous affirmiez que « **l'écologie [serait] le fil rouge de votre politique** » ?

Cependant, nous avons de grandes inquiétudes sur la bonne application de la Loi ÉGAlim.

En effet nous sommes interpellés par une information que nous venons d'avoir, selon laquelle les **20% de bio en restauration collective** pourraient être ramenés, suivant une pseudo « large concertation » pourtant inconnue du grand public, à 10% voire à 5% ce qui serait totalement inadmissible ! (voir notre document spécifique ci-joint (3)).

Nous avons donc, d'un côté une formidable espérance que vous soyez sincère, et de l'autre, une crainte compréhensible de la part de citoyens qui ont constaté que, en la matière, **depuis dix ans aucun des engagements pris n'a été tenu**. (Pour mémoire : le Grenelle de l'Environnement prévoyait déjà 20% de bio en restauration collective publique en 10 ans. 11 ans après nous n'en sommes qu'à 3%. Quant au Plan Écophyto annonçant 50% de réduction des pesticides : 10 ans plus tard nous en sommes à + 12,4% (soit 60 000 tonnes de pesticides épandus en 2018) avec pourtant un énorme budget consacré à cet objectif).

Les produits alimentaires ne sont pas des produits comme les autres, ils doivent entraîner une attention très particulière de tous les pouvoirs publics (pouvant aller jusqu'au blocage des marges des intermédiaires et à une suppression de la TVA) comme de tous les acteurs de la société civile y

compris, bien sûr, des consommateurs qui doivent être éduqués dès leur plus jeune âge. Il faut agir de manière transversale selon une **corrélation fondamentale** qui est : « Forêt - Agriculture - Alimentation - Éducation - Santé ». La nécessaire transformation en profondeur de l'Agriculture et de l'Alimentation doit prendre en compte une conversion globale des agriculteurs en agrochimie qui, non seulement polluent, bien involontairement, mais n'ont plus d'avenir dans leurs activités y compris sur le plan économique. Ils sont dans des marchés mondialisés dont les prix sont fixés dans les grandes places boursières qui spéculent sans cesse, sans se soucier des conséquences catastrophiques engendrées : ruines, faillites, suicides, en plus de faire persister le phénomène de la « faim dans le monde » qui s'accroît au lieu de se résorber comme l'avait annoncé l'ONU, depuis 2015. Le Droit de l'Homme à l'Alimentation (article 25) est le droit le plus bafoué sur la planète.

En plus d'être urgent, comme vous l'avez constaté par l'intensité des multiples et légitimes revendications exprimées depuis votre arrivée, n'est-il pas logique de commencer par un de nos départements qui est le plus en difficulté sur tous les plans à cause d'un système de gestion politique inapproprié, car il est riche de compétences, de savoir-faire, et d'une grande volonté d'évolution durable ? Il le prouve avec ses 50% d'énergie solaire renouvelable. Il a même vocation, étant un espace insulaire, fermé, à montrer l'exemple de la **Transition agro-écologique et solidaire autonome et durable** dont la mise en œuvre est d'abord entre vos mains par l'attribution de moyens à la hauteur des objectifs.

Nul doute que cette **île - planète** où tous les climats et toutes les ethnies se côtoient en coexistence pacifique, reconnue comme telle par son classement au patrimoine mondial de l'humanité en 2010, accède enfin, grâce au discernement politique et humaniste dont vous ne pouvez que faire preuve après la visite assez courageuse que vous effectuez, qui n'aurait pas de sens autrement, au **destin exemplaire qui est le sien** de montrer à la planète entière **la voie du savoir bien manger et bien vivre ensemble**.

La Réunion pourrait ainsi devenir **La 1ère île 0 phyto 100% bio, locale, et paysanne** et **La 1ère île zéro énergie fossile 100% énergie renouvelable...**

Dans l'égalité, la liberté, et la fraternité.

Nos propositions sont consignées dans le MANIFESTE (4), ainsi que dans le communiqué « Tous glyphopositifs ! » (1) ci-joints.

Nous allons les développer lors d'une très attendue **conférence suivie d'une conférence de presse qui auront lieu ce samedi 26 octobre à 10h30 dans la Salle du Conseil de la Mairie de la plus grande ville de l'outre-mer, Saint-Denis**, à laquelle nous avons invité, entre autres, Monsieur le Préfet de la Région Réunion, Monsieur le Directeur de la Direction régionale de l'Agriculture et de l'Alimentation, et Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture.

Pour finir, nous avons bien noté, et adopté :

- une de vos citations : « Demandez-vous chaque matin ce que vous pouvez faire pour votre pays »

- et celle, très récente, de votre Ministre de l'Agriculture : « Je me félicite de la validation par le Conseil Constitutionnel de toutes les dispositions de la Loi ÉGAlim, et j'invite tous les acteurs à s'approprier ce nouveau cadre juridique et à en tirer le meilleur, c'est-à-dire **une juste répartition de la valeur et une alimentation répondant aux attentes de nos concitoyens.** »

Nous sommes convaincus, car « rien n'est plus fort qu'une idée dont l'heure est venue », qu'en ce qui concerne LA RÉUNION, le moment est venu.

Les Réunionnais comptent sur vous ; sachez que vous pouvez compter sur OASIS RÉUNION pour œuvrer inlassablement à une telle métamorphose.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à notre respectueuse et attentive considération.

Bernard ASTRUC Simon VIENNE
co-coordonateurs du collectif « Oasis Réunion »
co-coordonateurs de la « Campagne Glyphosate Réunion »

Pièces jointes :

- (1) Communiqué « Tous glyphopositifs ! »
- (2) Lettre à Monsieur le Ministre de l'Agriculture
- (3) Le CRALIM Comité Régional de l'ALIMENTATION
- (4) Le MANIFESTE d'OASIS RÉUNION



- Pour une Agriculture et une Alimentation respectueuses des traditions et terroirs, relocalisées, diversifiées, saines, sûres, durables, pour tous, et au juste prix
- Pour une société plus équilibrée, égalitaire, harmonieuse et solidaire, respectueuse du monde animal et du Vivant

Phase 1 - RÉALISÉE : 20 000 SIGNATAIRES
Phase 2 - OBJECTIF : 100 000 SIGNATAIRES
à lire et signer sur <https://oasis-reunion.bio>
à suivre et partager sur [@Oasis.Reunion.Bio](https://twitter.com/Oasis.Reunion.Bio)
Contact : 0692 95 45 45 (matin) 0670 510 648 (ap-midi)

**AVEC OASIS RÉUNION LE CHANGEMENT C'EST MAINTENANT !
SOYONS 100 000 À L'EXIGER EN SIGNANT LE MANIFESTE**
<https://oasis-reunion.bio/>